

# Témoignages

JOURNAL FONDÉ LE 5 MAI 1944 PAR LE DOCTEUR RAYMOND VERGÈS

N° 21591 - 80ÈME ANNÉE

## La période de transition sans nouveau gouvernement pourrait durer des mois à Paris

### Discutons maintenant du projet réunionnais pour redonner espoir à la population

Paris est englué dans des tractations entre partis politiques pour trouver un gouvernement. L'expérience de pays européens dans la même situation indique que cette période de transition peut durer plusieurs mois. Pendant ce temps, Paris continue d'appliquer la même politique à La Réunion, avec pour effet de refuser à la moitié de la population le droit à un travail durable et correctement payé. Pendant cette période d'immobilisme à Paris, l'immobilisme ne doit pas être de mise à La Réunion. L'inaction alimente la crise. Depuis 2018, le PCR propose la convocation d'une conférence territoriale élargie où associations, syndicats, partis politiques, représentants d'élus locaux, députés et sénateurs travaillent ensemble à l'élaboration d'un projet réunionnais de développement solidaire et durable. L'abstention majoritaire et l'exploitation de la misère par l'extrême droite sont autant de signaux d'alerte qui doivent amener les décideurs réunionnais à se mobiliser pour enfin tenter de sortir leur pays de la crise.

Les députés effectuent leur rentrée à l'Assemblée nationale. La première séance est prévue lundi prochain, le 16 juillet. Aucun parti ne dispose de la majorité absolue. Les tractations se poursuivent pour trouver un Premier ministre et un gouvernement. Dans d'autres pays européens, les négociations peuvent durer plusieurs mois pour voir émerger une coalition de partis capable d'obtenir une majorité pour soutenir le gouvernement qu'elle propose.

Durant cette période de transition, aucune nouvelle loi ne sera votée. Les députés n'auront donc rien à faire à Paris. Autrement dit, la même politique continuera d'être menée par Paris à La Réunion.

#### **La Réunion toujours socialement « hors-normes »**

Pendant cette période d'immobilisme à Paris, l'immobilisme ne doit pas être de mise à La Réunion. Le

résultat du second tour des législatives n'a rien changé à la situation. Notre pays est toujours dans une situation sociale « hors normes » avec des indicateurs qui rappellent le sous-développement causé par le système néocolonial dominant La Réunion : la moitié des jeunes au chômage, la moitié de la population exclue du droit à un travail, le maintien de la vie chère avec un prix de l'électricité qui a augmenté de 43 % en deux ans, près de 40 % de la population sous le seuil de pauvreté et la moitié des Réunionnais de moins de 18 ans vivant dans une famille pauvre.

Tous ces indicateurs sont une explication au boycott des deux tours des législatives par la majorité des électeurs, et à l'élection d'un député d'extrême droite dans notre pays qui est constitué uniquement d'immigrés ou de descendants d'immigrés.

#### **L'inaction alimente la crise**

Cette période de paralysie du pouvoir parisien ne doit pas signifier l'immobilisme à La Réunion. L'inaction alimente la crise. Il est urgent que les forces politiques se concentrent sur la réponse aux problèmes de la population.

Depuis 2018, le PCR propose la convocation d'une conférence territoriale élargie où associations, syndicats, partis politiques, représentants d'élus locaux, députés et sénateurs travaillent ensemble à l'élaboration d'un projet réunionnais de développement solidaire et durable. L'objectif est d'arriver à un texte commun qui sera la base de négociation d'une loi-programme accompagnant la réalisation de ce projet décidé et appliqué par les Réunionnais.

L'abstention majoritaire et l'exploitation de la misère par l'extrême droite sont autant de signaux d'alerte qui doivent amener les décideurs réunionnais à se mobiliser pour enfin tenter de sortir leur pays de la crise. Souhaitons que cette prise de conscience se manifeste rapidement.

**M.M.**

## Kanaky Nouvelle-Calédonie

# 2 prisonnières politiques sortent d'une geôle française mais restent déportées en France

**Deux prisonnières politiques déportées en France ont vu leur situation s'améliorer : elles ont quitté hier la geôle pour être assignées à résidence mais elles sont interdites de sortir de la France pour rentrer dans leur pays, la Kanaky Nouvelle-Calédonie. 5 autres militants déportés restent dans des prisons françaises. C'est ce qu'a décidé le 7 juillet la justice française lors d'une audience à Nouméa, capitale de la Kanaky, le 5 juillet.**

Frédérique Muliava, chef de cabinet du président du Congrès de Kanaky, et Brenda Wanabo-Ipeze ont été faites prisonnières lors d'une grande opération des forces de répression en Kanaky Nouvelle-Calédonie. Avec 5 autres prisonniers politiques, elles ont été déportées en France, à 17 000 kilomètres de leur pays, sans aucun procès. Cette déportation eut lieu dans la nuit du 22 au 23 juin dernier, en utilisant un avion affrété spécialement par Paris avec l'argent du contribuable.

Hier, elles sont sorties de prison pour être assignés à résidence non pas à leur domicile en Kanaky Nouvelle-Calédonie, mais toujours en France, avec interdiction de quitter ce territoire. Elles restent donc des prisonnières politiques déportées en France, contraintes de porter un bracelet électronique.

Leur liberté est toujours restreinte. Elles n'ont pas le droit d'entrer en contact avec d'autres prisonniers politiques et personnes mises en examen. Il leur est interdit de quitter le département français où elles sont assignées à résidence.

Steve Unë, Dimitri Tein Qenegei, Christian Tein,

Guillaume Vama et Yewa Waethane restent incarcérés dans des prisons françaises.

Cette sortie de prison fait suite à une audience où il a été question de la remise en liberté des prisonniers politiques. Aucun ne l'a été puisque la déportation en France continue. Deux prisonnières ont vu leur condition s'améliorer, mais elles ne sont pas libres de leur mouvement.

Durant cette audience, un avocat de Christian Tein a rappelé que « ce sont des gens qui luttent pour leur indépendance. Comment regardera-t-on cette affaire le jour où la Nouvelle-Calédonie sera indépendante ? »

D'après la justice de l'administration française en Kanaky, les prisonniers sont accusés d'être membres d'une association de malfaiteurs. Ils furent traités comme des terroristes à leur arrestation, avec une garde à vue qui pouvait aller jusqu'à 4 jours, comme les affaires terroristes.

Ce chef d'accusation est souvent employé par la justice de pays qui en occupent un autre à l'encontre des Résistants.

Le 25 juin dernier, le PCR avait demandé la libération de tous les prisonniers politiques et le retour en Kanaky de ceux déportés en France. Le combat continue.

## Témoignages

Fondé le 5 mai 1944 par le Dr Raymond Vergés  
80e année

Directeurs de publication :

1944-1947 : Roger Bourdageau ; 1947 - 1957 : Raymond Vergés ; 1957 - 1964 : Paul Vergés ; 1964 - 1974 : Bruny Payet ; 1974 - 1977 : Jean Simon Mounoussany Amourdom ; 1977 - 1991 : Jacques Sarpédon ; 1991- 2008 : Jean-Marcel Courteaud  
2008 - 2015 : Jean-Max Hoarau  
2015 : Ginette Sinapin

6 rue du général Émile Rolland  
B.P. 1016 97828 Le Port CEDEX

Rédaction

TÉL. : 0262 55 21 21 - E-mail : [redaction@temoignages.re](mailto:redaction@temoignages.re)

SITE web : [www.temoignages.re](http://www.temoignages.re)

Administration

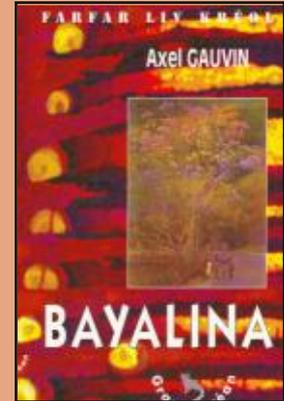
TÉL. : 0262 55 21 21

Publicité : [publicite@temoignages.re](mailto:publicite@temoignages.re)

CPPAP : 0916Y92433

# Bayalina

Bayalina, par Axel Gauvin... in roman dann la lang kréol rényoné,  
an fèyton dann Témoignages



## Lindi 14 déssanm

Modi kantine d'in modi lékol ! E kamèm ça, mwin l'arvni ! Pou fèr koça ? Pou fatigue mon tanpéraman sanm troi goulipia gran guèl, sanm in tonbe-kriz mavouz, sanm in mti mâle la lang lé pointi konm sèrpan... Epila l'ot là, l'ot ankor, va arive d'in néstan, va pète à rire parèy... parèy ... Ah ! mi vé pi anmar mon kèr sanm cèt-là ! Mi vé pi !

Ari la-tire in piton dan son pla d' manjé ! De-riz bité ! Morso la viande en tralé ! La sosse ? Dekoi pou noiye in kabo d' fon vivan ! Mon part en antié lé dann son zassiète ! Mwin noré lo droi nérve in kou : mon manzé lé pa la komine ! I pèye p'amwin pou angrèsse lo frèr "Grizète-la-bronze-dessou-moustikèr" ?

Soman, kèl nérvé mi pé nérvé kontr' Ari-là ! Ankor si li té i ressanble inpé son sèr ! Soman, apark lo kodène son figuir, li na poin rien pou arsanble aèl. Touléka lé pa son gro kabèsse(1) tro lour pou son kolé tro fin, lé pa son pié noundi(2), lé pa son léspri tro kourte...

Mwin na poin la kolèr kontr' Ari. Mwin la poin la pitié nonpli ! Mwin lé zalou d'li, Zalou ! Mwin sré anvi ète Ari. Mwin sré anvi d' tape dan mon manzé, kiyèr vayan, kèr klér, boush kontan.

Mi mazine :

- Manze té Ari ! Manze out manzé !

Mi espère pou aou, zamé ou i tonbe arpa dann matrape(3) bann fiy !

Zisteman azot-là i arive. Mi bèsse la tête. Mi argarde mon zassiète vide, vide konm mon kèr.

- Baya ! Té Baya !

Ari lé pou kriye amwin ! Kèl krié !

In pti louète-la-onte, in sékré-anmaré ! Dawoir lo zafèr lé séryé, inn fois li la-ziska anvale son boussé manzé avan. Mi sent li alonze in nafèr pou mwin par dsou la tab :

- Mwin la-oublé done aou ça, iér.

Ça, st'in mti zanlope la-fabrik ansanm papié kadriyé. In zanlope krazé, gomé la poussier...

In lète ! El i ékriré amwin lète ! Ah

Lina !

E koçak mi oi dessi lo kolaz èl la kole sirman sanm deux grin de-riz ?

F. P. M. B.

"Fermé Par Mille Baisers" ! Pardon Lina ! Pardon ! Pardone amwin !

Békali k' mi yème aou !

Mon lète, mi sèrre ça à la voltiz dan mon shemiz. Mé soman, Bondié fé k' lo temps i koule vitman pou mwin gaingne lire mon lète, mon tou-sèl, déyèr pié mang par dann fon la kour lékol !

*Axel Gauvin*

(1) Kabèsse, kabèsh : la tête.

(2) infirme.

(3) pièj.

La pankor fini...

# Oté

**Madam Lepen k'i plèr zordi,  
madam Lepen k'i ri domin !**

Mézami lo tan lo bak l'arivé é prèss dis mil jenn i sava gingn légzamin-la sète ané é sa i dur dopi dé zané é dé zané. Ni pé z'ète kontan noute zénèss i progrèss dann la konéssans, épi galman dann la konprénir dé shoz, épi dann zot kapassité pou aprann in nouvo métyé — pars ni koné bonpé nouvo métyé i égziss pa ankòr é va égziss dann noute demin. Sé pou sa mi sava pa di konm déssèrtin lo bak koméla i vo pa arienpatati, patatta, é patakèss.

Lo azar épi linkonsékanss in Prézidan la Républik i fé ké néna kék zour bonpé rante nou lo kèr téi bate dann do — pou pa dir in n'ote afèr — a l'idé lo fron nassyonal té i sava pran lo pouvoir. Zordi ni di, la pass pré Batiss, pars nou lé nonbré a panss si banna téi ariv o pouvoir ni pé dir lo mirak zot i promète sar pa o randévou, mé anpliss ké sa lo péi va tourn lo do avèk bann gran prinssip la moral piblik san parl noute viv ansanm an danzé.

Solman wala, si ni kontante avèk sa, lé possib sé pou in tan solman, pars néna shé nou la moityé bann jenn lé san travaye, la moityé bann zanfan i viv dann in famiye pov, é noute sossyété k'i yèm si tan tèlman son viv ansanm lé kapab an avoir domin lo révèye difissil... Zistoman la moityé bann jenn i sorte gingn bak é lé riskab tir lo dyab par la ké dann shoma, i sorte gingn lo droi voté é pou fèr kossa ansanm ?

Konm téi di dann tan la révolission fransèz lo salu publik i obliz trouv vite é pli vite ké vite bann solission pou rodrèss la bar épi angaj anou dann in sanss lé pa sète zordi. Nou néna in parti i kriye dann dézèr pars li lé pa ékouté, pars li di lé pliské l'èr pou fèr in plan pou noute dévlopman par nou mèm é pou nou mèm é li lé toussèl san pouvoir. Toute rényoné i dovré tonm dakor la dsi pou suiv la démarsh noute parti mé pa lo ka.

Antanssion, madam lepen k'i plèr zordi, lé riskab d'ète madam Lepen k'i ri domin.

A bon antandèr salu !

*Justin*